

**Nations unies - Mali - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**

(New York, 06 avril 2017)

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

Je voudrais saluer la présence parmi nous du ministre des affaires étrangères du Mali, son excellence monsieur Abdoulaye Diop, dont la présence est importante pour nous tous et pour nos efforts communs au Mali.

Je voudrais remercier également le nouveau secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, pour sa présentation très éclairante et en profiter pour lui adresser nos vœux les plus chaleureux de succès dans ses nouvelles fonctions.

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

Près de deux ans après la signature de l'accord de paix, et en dépit des réels progrès effectués, le Mali est dans une situation difficile, toujours soumis à la menace des groupes terroristes. L'union des groupes terroristes issus d'al Qaïda au Sahel sous le commandement d'Iyad Ag Ghali, annoncée il y a un mois, révèle une concurrence macabre entre Daech et al Qaïda en Afrique.

Dans ce contexte, plus que jamais, il est urgent que les parties maliennes mettent pleinement en oeuvre l'accord de paix, et ceci à deux niveaux :

Au niveau politique d'abord, il est urgent que les parties maliennes mettent pleinement en oeuvre cet accord.

Après de long mois de stagnation, des avancées réelles ont été réalisées récemment par le gouvernement et les groupes armés signataires pour remplir leurs engagements au titre de l'accord de paix : installation de certaines autorités intérimaires dans le nord du pays, lancement de patrouilles mixtes à Gao, tenue d'une conférence d'entente nationale réunissant l'ensemble des acteurs concernés.

Mais ces réalisations demeurent fragiles et insuffisantes, près de deux ans après la signature de l'accord. Sur le terrain, les populations du nord du Mali n'ont pas perçu jusqu'ici d'amélioration notable de leurs conditions de vie. Les administrations intérimaires ne fonctionnent pas encore,

la lutte contre l'impunité demeure insuffisante, le redéploiement de l'État malien au Nord a peu progressé, la réintégration des anciens combattants non plus. Nous demandons que les parties signataires mettent leur méfiance de côté et démontrent leur sincérité à mettre en oeuvre l'accord de paix.

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

Les secrétaires généraux, M. Ban Ki-Moon puis M. Guterres, dans leurs rapports successifs sur le Mali, ont recommandé au conseil de sécurité d'adopter des sanctions contre ceux qui entravent la mise en oeuvre de l'accord de paix. Cette perspective nous paraît indispensable pour lever les trop nombreux blocages du processus de paix et pour inciter l'ensemble des acteurs maliens sur le terrain à choisir le camp de la paix. La création d'un régime de sanctions du conseil de sécurité devrait aussi viser ceux qui, signataires ou non de l'accord, s'adonnent aux trafics et font obstacle à une paix allant à l'encontre de leurs intérêts.

De manière complémentaire, la communauté internationale doit renforcer sa mobilisation pour soutenir la mise en oeuvre de l'accord de paix. La France réitère en particulier son plein soutien au rôle de bons offices du représentant spécial du secrétaire général pour le Mali, M. Annadif. Nous saluons également le rôle de l'Algérie, en tant que chef de file de la médiation internationale, et soutenons son engagement durable.

Au niveau sécuritaire ensuite, il est urgent que les parties maliennes mettent également pleinement en oeuvre l'accord de paix.

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

Le temps perdu par les parties maliennes signataires de l'accord est du temps gagné pour les groupes terroristes. L'extension des attaques terroristes au centre du Mali en est la preuve.

A l'inverse, le redéploiement de la présence de l'État malien au Nord, tel que prévu par l'accord de paix, redonnerait aux populations un espoir, celui de la paix. La mise en oeuvre concrète de l'accord de paix doit démontrer à tous, et notamment aux jeunes sans emploi dans le nord, que la voie du terrorisme et du narcotrafic est une voie sans issue.

En attendant, les attaques répétées contre les forces de sécurité maliennes dans le nord placent la MINUSMA et l'opération Barkhane en première ligne face aux groupes terroristes. Au nom de la France, je tiens à saluer le courage des casques bleus au Mali, qui accomplissent leur tâche dans des conditions très difficiles.

La MINUSMA, seule opération des Nations unies à faire face à un environnement terroriste, doit impérativement être renforcée. La MINUSMA doit disposer de manière urgente des effectifs et des équipements décidés par le conseil de sécurité dans sa résolution 2295 en juin dernier. Nous souhaitons que de nouveaux pays contributeurs de troupes s'engagent au Mali à l'occasion de la conférence extraordinaire de génération de force de la MINUSMA, qui se

tiendra le 8 mai prochain ici à New York.

Dotée d'un mandat très robuste et de moyens technologiques exceptionnels, la MINUSMA est une opération pionnière pour les Nations unies. Sans la présence de la MINUSMA et de l'opération Barkhane pour appuyer l'État malien, les groupes terroristes seraient en mesure de reconstituer un sanctuaire capable d'accueillir des terroristes du monde entier.

L'opération française Barkhane, pour sa part, continue d'apporter son soutien à la MINUSMA lorsque les casques bleus sont gravement menacés. Lancée en 2014 à la demande des États du Sahel, déployée sur un territoire plus grand que l'ensemble de l'Europe de Lisbonne à Moscou, l'opération Barkhane comprend 4.000 militaires, des drones, des avions de chasse, des hélicoptères, ainsi que plusieurs centaines de véhicules. 150 terroristes ont été mis hors de combat et plusieurs tonnes de munitions et d'armement ont été saisies ou détruites par Barkhane en 2016.

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

La France salue l'initiative des États du G5 Sahel de constituer une force conjointe pour lutter contre l'expansion de la menace terroriste au niveau régional avec, dans un premier temps, un accent sur la sécurisation des zones frontalières. Nous saluons en outre le soutien que le secrétaire général veut apporter à ce projet, en coordination avec les États de la région et l'Union africaine. Cette force contre-terroriste a vocation à s'inscrire dans le cadre du processus de paix malien : seule la pleine application de l'accord de paix par les parties maliennes garantira une paix durable. Cette force devrait en outre compléter l'action de la MINUSMA.

Depuis la création du G5 Sahel, les forces armées du Mali, du Niger, du Tchad, de la Mauritanie, et du Burkina Faso conduisent régulièrement des opérations militaires conjointes transfrontalières, auxquelles l'opération Barkhane apporte son soutien opérationnel.

Comme vous l'avez rappelé, Madame la Présidente, un soldat français a trouvé la mort hier au Mali dans le cadre d'une telle opération, près de la frontière avec le Burkina Faso. C'est le 19<sup>e</sup> soldat français mort au Sahel depuis janvier 2013. Notre détermination demeure intacte, à vrai dire, plus forte que jamais, à aider les États du Sahel à renforcer leurs capacités pour contrer la menace terroriste. Nous souhaitons que le conseil de sécurité apporte son soutien au projet du G5.

Madame la Présidente, Messieurs les Ministres,

Les parties maliennes portent une responsabilité historique pour que le peuple malien puisse enfin connaître une paix durable. Le conseil de sécurité, pour sa part, doit renforcer sa mobilisation pour résoudre une crise qui menace la paix et la sécurité internationales. La paix au Mali est un enjeu crucial pour nous tous.

Je vous remercie./.